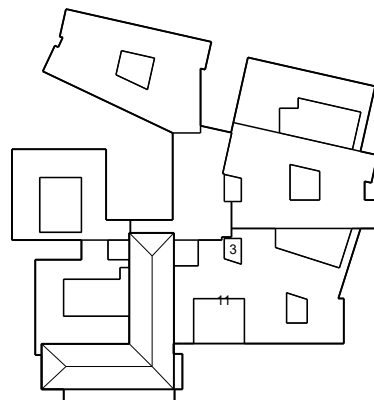
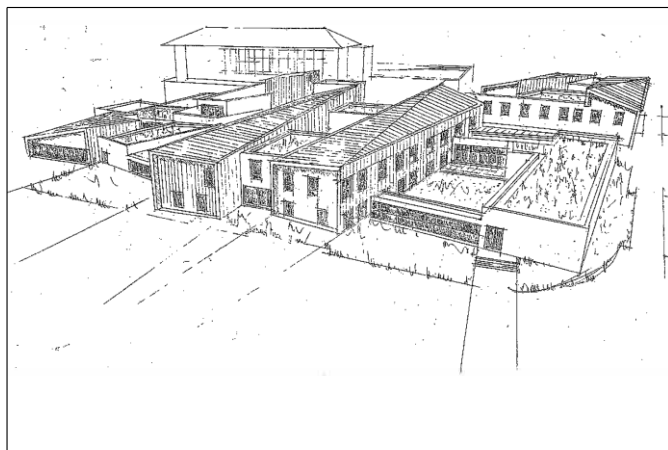


# CONSTRUCTION D'UN BATIMENT D'HEBERGEMENT

## CENTRE HOSPITALIER D'HESDIN



### MAÎTRE D'OUVRAGE

#### Centre Hospitalier d'HESDIN

3, rue Prévost

62140 HESDIN

Contact : lpruvost@ch-montreuil.fr - 03 21 89 38 70 (technique)

sjoly@ch-montreuil.fr - 03 21 89 69 59 (administratif)

### BUREAU DE CONTROLE

#### SOCOTEC - Pôle de Construction Littoral Nord

Résidence Le Clos du Mont Lambert - 188, route de Desvres

62280 SAINT MARTIN BOULOGNE

Tel : 03 21 30 49 98

Mail: isabelle.prost@socotec.com

### COORDINATEUR SPS

#### ACI

5, rue Amédée Levasseur

60220 BOUTAVENT

Tel : 03 64 19 80 30

Mail : contact@aci-bet.com

#### CONCEPTTELEC PLUS - PHe - Coordinateur SSI

2, rue du Capitaine NEMO - 80440 BOVES

Tel : 03 22 22 04 25 Fax : 03 22 22 04 31

Mail : contact@concepttelecplus-phe.fr

#### DEBARRE DUPLANTIERES Associés - Paysagiste

1, rue Louis Lagorgette, angle rue Camille Pelletan

33150 CENON

Tél. : 05 56 32 41 70

13, boulevard Rochechouard – 75009 PARIS

Tél. : 01 42 81 48 42

Mail : info@debarreduplantiers.com

### MAÎTRISE D'OEUVRE

#### VILLESANGE MASSON ARCHITECTURE

Architecte Mandataire

7, rue du Change

BP 177 - 62170 MONTREUIL-SUR-MER

Tel. : 03 21 06 19 25 Fax. : 03 21 81 18 83

Mail : agence.montreuil@vm-architecture.fr

#### BERIM - BET TCE

297, boulevard de Liège - CS 70103 - 59502 DOUAI

Tel. : 03 27 08 16 20 Fax. : 03 27 08 16 21

Mail : l.lead@berim.fr

#### LUCIGNY TALHOUET et ASSOCIÉS - Economie

6, rue Saint Claude - 75003 PARIS

Tel. : 01 44 54 84 84 Fax. : 01 44 54 84 85

Mail : lta@ltaeco.com

#### AGI2D - BET HQE

149, avenue Jean Lolive - 93695 PANTIN

Tel. : 03 66 36 90 35

Mail : v.braure@agi2d.fr

#### ACOUSTIQUE VIVIE & Associés - BET Acoustique

15, rue Fondary - 75015 PARIS

Tel. : 01 45 58 30 13 Fax. : 01 45 78 64 91

Mail : julien.sullerot@acoustique-vivie.fr

#### Z STUDIO Architectes - BIM Manager

5, rue de Savoie - 75006 PARIS

Tel : 01 79 97 76 00 Fax : 01 79 97 76 09

Mail : contact@zstudio.fr

## Annexe au C.C.T.C

### 00.6 – Charte Chantier

| Affaire | Phase | Doc | Emetteur | Lot | Zone | Niveau | Numéro | Indice | Echelle | Date    |
|---------|-------|-----|----------|-----|------|--------|--------|--------|---------|---------|
| HE      | DCE   | CC  | AGI      | ENE | TZ   | TN     | 00.6   | 0      |         | 09/2019 |

## SOMMAIRE

|          |  |           |
|----------|--|-----------|
| <b>1</b> | <b>DISPOSITIONS GENERALES</b>                | <b>4</b>  |
| 1.1      | OBJET  | 4         |
| 1.2      | CONTEXTE                                     | 4         |
| 1.3      | MODALITE D'APPLICATION                       | 4         |
| 1.4      | ORGANISATION ET RESPONSABILITE               | 5         |
| 1.5      | CONTROLE                                     | 5         |
| 1.6      | FORMALISATION                                | 5         |
| 1.6.1    | En phase préparation de chantier :           | 5         |
| 1.6.2    | En phase Travaux :                           | 5         |
| 1.6.3    | En phase réception de chantier :             | 6         |
| 1.7      | SANCTION                                     | 6         |
| 1.8      | RELATION AVEC LE CSPS                        | 7         |
| <b>2</b> | <b>GESTION DES DECHETS DE CHANTIER</b>       | <b>7</b>  |
| 2.1      | REDUCTION DES DECHETS                        | 7         |
| 2.1.1    | CALEPINAGE/PREFABRICATION                    | 7         |
| 2.1.2    | REDUCTION DES EMBALLAGES                     | 8         |
| 2.1.3    | RESERVATION                                  | 8         |
| 2.2      | GESTION DES DECHETS DE CHANTIER              | 8         |
| 2.3      | CLASSEMENT DES DECHETS                       | 8         |
| 2.3.1    | ELIMINATION DES DECHETS                      | 9         |
| 2.4      | TRAÇABILITE                                  | 10        |
| 2.5      | VALORISATION                                 | 10        |
| 2.6      | REALISATION D'UN SOGED                       | 10        |
| <b>3</b> | <b>REDUCTION DES NUISANCES ET POLLUTIONS</b> | <b>11</b> |
| 3.1      | BRUIT  | 11        |
| 3.1.1    | MATERIEL ET EQUIPEMENT                       | 11        |
| 3.1.2    | HORAIRE ET CIRCULATION                       | 12        |
| 3.2      | PROTECTION DU SOL ET DES EAUX                | 12        |
| 3.2.1    | Limitation des déchets dangereux :           | 12        |
| 3.2.2    | Déchets dangereux                            | 13        |
| 3.2.3    | Autres mesures                               | 13        |
| 3.2.4    | Mesure en cas de pollution :                 | 14        |

|          |  |           |
|----------|--|-----------|
| 3.3      | PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE | 14        |
| 3.4      | CLOTURE                                  | 15        |
| 3.5      | PROTECTION DE LA NATURE                  | 15        |
| <b>4</b> | <b>MAITRISE DES CONSOMMATIONS</b>        | <b>15</b> |
| 4.1      | ENERGIE                                  | 15        |
| 4.2      | EAU                                      | 15        |

# **1 DISPOSITIONS GENERALES**

## **1.1 OBJET**

La charte « chantier à faibles nuisances » a pour objectif de fixer les règles et obligations imposées à tous les acteurs qui interviennent dans l'opération référencée « CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT D'UN BATIMENT D'HEBERGEMENT A HESDIN ».

Elle traduit la volonté du Maître d'Ouvrage à limiter les impacts négatifs d'un chantier sur l'environnement et à améliorer les conditions sanitaires du personnel.

## **1.2 CONTEXTE**

Le projet « CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT D'HEBERGEMENT A HESDIN » et notamment la phase travail doit faire l'objet d'une attention particulière compte tenu du fait que ce projet :

- S'inscrit dans une démarche environnementale ;
- Est situé en ville, près d'un bâtiment d'Hébergement en fonctionnement, ayant une incidence :
  - Sur la bonne gestion du chantier ;
  - Sur la gestion des déchets et notamment le tri ;
  - Sur l'état de propreté des bâtiments et de la voirie ;
  - Sur les nuisances acoustiques et visuelles, notamment sur les patients.
- Est situé près de la Canche : Aucune pollution du cours d'eau ne sera admise.

De plus, l'entreprise de gros œuvre devra gérer l'interface avec les autres lots de second œuvre et lots techniques par rapport au chantier à faibles nuisances.

## **1.3 MODALITE D'APPLICATION**

La charte « chantier à faibles nuisances » est un document contractuel co-signé par tous les intervenants de l'opération : la maîtrise d'ouvrage et ses assistants, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et ses sous-traitants éventuels, les fournisseurs et les prestataires, y compris les récupérateurs et éliminateurs des déchets.

L'engagement des signataires traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un certain nombre d'exigences concernant :

- La gestion des déchets
- Les produits dangereux
- La formation et l'information du personnel
- L'information des riverains
- Le bruit
- Les pollutions potentielles de site (sol, eau, air)
- La pollution visuelle et les perturbations de trafic
- La consommation des ressources et leur limitation
- La formation du personnel sur des comportements vertueux en matière de l'environnement

Les exigences de la charte « chantier à faibles nuisances » prolongent les obligations réglementaires. Elles ne peuvent pas faire obstacle aux lois et décrets d'application nationale et aux arrêtés ministériels, préfectoraux ou municipaux.

La période de préparation du chantier est capitale. Elle permet de finaliser, avec le concours des entreprises, les ultimes détails de mise au point. Elle est également la période de réalisation des préparatifs et toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution du chantier doivent être réalisées avant le démarrage effectif de l'opération.

## 1.4 **ORGANISATION ET RESPONSABILITE**

Pour la présente opération, la coordination et la responsabilité de l'application de la charte « chantier à faibles nuisances » sont attribuées à **l'entreprise de Gros Œuvre** qui nommera **le « Responsable Environnement » au sein de son entreprise.**

**Il sera l'interlocuteur unique du maître d'œuvre pour les aspects environnementaux durant toute la période de chantier,** y compris pour les lots de second œuvre et techniques.

Le Responsable Environnement devra être quelqu'un de présent régulièrement sur le chantier (conducteur de travaux, chef de chantier), ayant toutes les compétences pour mener à bien le respect de la charte chantier.

Chaque lot nommera un « Monsieur Environnement » qui est le correspondant privilégié du « Responsable Environnement », y compris les entreprises des lots fluides et de second œuvre.

La désignation de « Monsieur Environnement » correspond à une fonction ; cette tâche doit être dévolue à une personne de l'entreprise présente sur le chantier.

## 1.5 **CONTROLE**

Le contrôle de la bonne exécution de la charte « chantier à faibles nuisances » est de la responsabilité de la maîtrise d'œuvre HQE, par l'intermédiaire du bureau d'études HQE Agi2d.

Cette disposition ne fait pas obstacle à d'autres contrôles qui peuvent être exercés directement par le maître d'ouvrage et ses assistants.

## 1.6 **FORMALISATION**

### 1.6.1 **En phase préparation de chantier :**

De plus, le « Responsable Environnement doit assurer les tâches suivantes :

- Réaliser le SOGED (Suivi et Organisation de la Gestion des Déchets° ;
- Réaliser le PAE (Plan d'Assurance Environnement) ;
- Réaliser un PIC (Plan d'Installation de Chantier) en cohérence avec les préconisations de la charte ;
- Décrire les économies d'énergies mises en place dans les cantonnements et dans la base vie ;
- Fournir le livret d'accueil ;
- Etablir un planning acoustique sur toute la durée du chantier ;
- Indiquer le ou les centres de tri sélectionnés, avec leur attestation de valorisation correspondantes ;

### 1.6.2 **En phase Travaux :**

Le « Responsable environnement » ouvre un registre « chantier à faibles nuisances » qui réunit toutes les informations sur le déroulement de ce dernier. En particulier, ce registre contient :

- La charte définitive « chantier à faibles nuisances »,
- Le nom et les coordonnées du « Responsable Environnement »,

- Les noms et coordonnées de tous les « Monsieur Environnement » (pour cela chaque entreprise devra donner les coordonnées du monsieur environnement à l'entreprise de Gros œuvre), y compris pour la partie second œuvre/technique,
- La transmission du plan d'assurance environnement à la Maîtrise d'Ouvrage
- Le contrôle du tri et de l'enlèvement des déchets,
- Les bordereaux de suivi des déchets, émargés par les différents opérateurs (producteurs, transporteurs, éliminateurs),
- Les fiches descriptives des matériels et équipements du chantier, notamment du point de vue des caractéristiques acoustiques,
- Les relevés hebdomadaires de consommation d'eau et d'électricité de manière individuelle pour le chantier et la base vie,
- La liste du personnel ayant suivi la formation spécifique au chantier, dûment émargée,
- Les incidents et/ou accidents relevés au cours des travaux et les correctifs apportés,
- Les éventuelles doléances du voisinage et leur traitement.

### 1.6.3 **En phase réception de chantier :**

Lors de la réception du chantier, le « Responsable Environnement » devra réaliser un bilan de chantier qui synthétise les points forts et les points faibles du déroulement de l'opération ainsi que le bilan économique.

Pour mettre en œuvre ces mesures, le REC aura un interlocuteur référent par entreprise, le Correspondant Environnement (souvent le chef de chantier ou le conducteur de travaux), qui sera chargé d'appliquer au sein de son lot les mesures préventives ou correctives, identifiées par le REC.

Des ¼ heures environnement devront alors être réalisées à chaque sous-traitant et compagnons par le monsieur environnement de chaque entreprise, dans le but de les sensibiliser.

Le Correspondant Environnement aura notamment pour mission de sensibiliser les nouveaux arrivants. A l'issue de cette sensibilisation, il leur transmettra le livret d'accueil contre la signature d'un registre de formation qu'il communiquera ensuite au REC. Il transmettra également au REC les documents techniques (Plans, Etudes, Fiches matériaux, FDS, FDES, données concernant l'entretien et la maintenance, Fiche techniques des engins/matériels). Ces éléments sont tenus à la disposition de l'ensemble des intervenants dans le classeur de chantier tenu à jour par le REC.

## 1.7 **SANCTION**

En cas de manquement aux obligations de la charte « chantier à faibles nuisances », des pénalités financières sont appliquées pour chaque infraction constatée, selon le barème suivant :

- 1 500 € HT pour le brûlage, l'enfouissement, le manquement caractérisé au tri sélectif des déchets ainsi que pour l'absence aux séances de sensibilisation de toutes personnes intervenant sur l'opération ;
- 1 000 € HT pour le non-respect des horaires du chantier, du plan de circulation, du stationnement des véhicules avec le moteur en fonctionnement, du stationnement des véhicules dans les zones non prévues à cet effet, le stockage des produits dangereux au-dehors des zones réservées ainsi que la pollution des sols et des sous-sols, y compris les aspects aquatiques ;
- 500 € HT pour la végétation détériorée, les salissures sur la voie publique, l'absence d'arrosage des sols par temps sec, le stockage des fournitures et des matériels dans les espaces non prévus à cet effet, et le non-respect des prescriptions pour les nuisances sonores ;

- 200 € HT pour l'absence ou la production de bordereaux incomplets du suivi des déchets, le non relevé des consommations et des fuites d'eaux récurrentes

Les pénalités sont effectives à partir de la troisième infraction constatée. Elles s'appliquent en totalité à l'entreprise concernée. Lorsque l'auteur de l'infraction n'est pas identifié, les pénalités sont affectées aux différentes entreprises présentes sur le chantier selon la règle du prorata de la répartition des frais de gestion des déchets. Pour toute nouvelle infraction constatée, et qui aurait déjà fait l'objet d'une pénalité, celle-ci sera pénalisée d'une nouvelle pénalité.

Les personnes habilitées à constater les infractions sont en priorité le « Responsable Environnement », le maître d'œuvre d'exécution ainsi que le maître d'ouvrage et son éventuelle assistance.

Les pénalités définies ne sont pas exclusives des autres pénalités, des amendes, des coûts de remise en état et des indemnisations liées aux préjudices. Le montant des pénalités est affecté à l'amélioration de la qualité environnementale de l'opération par le maître d'ouvrage qui portera à connaissance leurs affectations.

## **1.8 RELATION AVEC LE CSPS**

Les dispositions de la charte « chantier à faibles nuisances » ne peuvent pas être en contradiction avec le respect des conditions de sécurité et d'hygiène.

Cette évidence nécessite une harmonisation des exigences entre le « Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé » et le « Responsable Environnement ».

## **2 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

La charte chantier oblige l'entreprise à :

- Mettre en œuvre un SOGED sur cette opération (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de Chantier), en phase gros œuvre, y compris pour les lots seconds œuvre et techniques.
- Quantifier en amont dès la remise de son offre les prévisions des déchets de chantier.
- Valoriser un minimum de 60 % (en masse) les déchets produits pour le neuf ;
- Valoriser un minimum de 20 % de déchet en matière.

Les déchets de chantier représentent un enjeu significatif. Les objectifs de la loi 75-633, modifiée par la loi 92-646, intégrés dans les articles L.541-1 et L.541-2 du code de l'environnement, visent à réduire leur production, assurer leur valorisation et prévenir des risques sanitaires et environnementaux.

### **2.1 REDUCTION DES DECHETS**

#### **2.1.1 CALEPINAGE/PREFABRICATION**

Pour la construction du centre d'Hébergement, un calepinage soigné des matériaux de construction devra être réalisé par l'entreprise, afin de s'assurer que les dimensions des matériaux/modules sont prévues pour répondre aux caractéristiques du projet.

De plus, dans la mesure du possible, les entreprises privilégieront la préfabrication en usine.

L'entreprise responsable de la charte devra alors fournir les bordereaux justifiant la préfabrication.

Cette procédure devra être indiquée dans le SOGED et le livret d'accueil à l'attention des compagnons.

### 2.1.2 **REDUCTION DES EMBALLAGES**

Dans la même logique de réduction des déchets, l'entreprise devra négocier avec ses fournisseurs la réduction des emballages pour la fourniture des composants de la construction.

L'entreprise devra alors inciter le fournisseur, par le biais de ses consultations :

- A fournir des produits nécessitant le moins d'emballage,
- A remplacer les petits conditionnements par des conditionnements plus grands,
- A utiliser des emballages consignés.  
Cette incitation devra être formalisée par une trace écrite.  
De plus, l'entreprise devra :
- Mettre en place de procédures et/ou de plans de réservation ;
- Optimiser les modes de conditionnement dans le but d'éviter les pertes et les chutes
- Sensibiliser les compagnons sur la manipulation des produits et des matériaux dans le but d'éviter la casse
- Généraliser les coffrages métalliques dans le but de limiter les chutes de bois,
- Optimiser le ferrailage.

Cette procédure devra être indiquée dans le SOGED et le livret d'accueil à l'attention des compagnons.

### 2.1.3 **RESERVATION**

Pour la construction, les reprises par manque de réservation s'avèrent une source significative de pollution et de nuisance (bruit, poussière). Les reprises seront donc interdites sur ce chantier et les entreprises fourniront les plans précis des réservations en temps utile.

De plus, le polystyrène pour les réservations devra être remplacé par des solutions qui limitent le volume de déchet produit (boîte en PVC, réservation en bois).

## 2.2 **GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

La charte chantier oblige l'entreprise à :

- Mettre en œuvre un SOGED sur cette opération (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de Chantier), en phase gros œuvre, y compris pour les lots seconds œuvre et techniques.
- Quantifier en amont dès la remise de son offre les prévisions des déchets de chantier.
- Valoriser un minimum de 60 % (en masse) les déchets produits.
- Valoriser un minimum de 20 % de déchet en matière.

## 2.3 **CLASSEMENT DES DECHETS**

Sur le chantier, on distingue 6 catégories de déchets :

- Les déchets dangereux qui sont repérés par un astérisque dans la nomenclature générale des déchets (décret 2002-540) ;
- Les déchets inertes dont la liste est fixée par l'arrêté du 15 mars 2006 ;
- Les déchets non dangereux également définis législativement par l'arrêté du 9 septembre 1997, assimilés aux déchets ménagers, dont une grande partie est désormais valorisable ;
- Les emballages, autres que ceux des ménages, dont la valorisation est obligatoire dès que la production dépasse 1 100 litres par semaine (décret 94-609) ;



- Les DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques)
- Les ordures ménagères produites par les activités du personnel (repas) et dont l'élimination s'appuie sur la collecte municipale.

Une benne devra être présente pour chaque typologie de déchets et une signalisation claire et adéquate des bennes devra être mise en place.

Les déchets produits par le chantier seront triés et collectés pour chercher à respecter à minima l'organisation suivante :



Le tri des déchets, conformément au SOGED établi par l'entreprise, devra être respecté pendant toute la phase de chantier.

Des bennes de tri sélectif seront alors mises en œuvre en fonction des différentes phases de réalisation, conformément au SOGED, établi par chaque lot d'entreprise. Celles-ci seront alors évacuées lorsqu'elles seront remplies à 95 %.

Afin d'optimiser le tri, des zones de regroupement intermédiaire peuvent être prévues.

### 2.3.1 ELIMINATION DES DECHETS

Pour la présente réalisation, la gestion des déchets devra être organisée collectivement.

Chaque entreprise (structure, comme second œuvre) aura la responsabilité d'assurer le tri de ses déchets et de les déposer dans les bennes prévues à cet effet.

Sa responsabilité peut être engagée lorsqu'un problème de pollution est découvert chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement dont l'origine est imputable au déchet en question.

C'est le cas si l'entreprise a confié un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité ou si elle livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l'éliminateur.

**L'entreprise de gros œuvre** est responsable de la gestion des déchets du chantier jusqu'à ce qu'ils soient évacués et confiés à un prestataire agréé. L'enlèvement des bennes, leur suivi (collecte des bons d'enlèvement) et le traitement des déchets générés sur le chantier est également de la responsabilité de l'entreprise.

Si des entreprises gèrent leurs propres déchets (cas fréquent pour les lots cloisonnement et peinture), elles devront répondre aux mêmes exigences que celles appliquées à l'entreprise titulaire du compte prorata, dans le cadre de la bonne gestion et du suivi de leurs déchets (collecte des bordereaux, tableau de suivi, % de valorisation, etc.).

Pour faciliter cette tâche, la formation du personnel est obligatoire. Elle est dispensée par le Responsable Environnement (Cf. § 5.1) ou les messieurs environnements qui délivrent, à cette

occasion, un livret d'accueil rappelant les règles à respecter et la signalétique correspondante (développée par la FFB).

Rappels :

- Le brûlage sauvage constitue une infraction au code de l'environnement. Une exception à cette règle concerne des bois et matériaux contaminés par des insectes xylophages qui nécessitent une incinération sur place ou une mise en container étanche avant le transport si le brûlage est impossible.
- L'enfouissement des déchets, en particulier dans les fouilles et tranchées de chantier, est également interdit ; il en est de même pour l'abandon. Ces dispositions découlent directement de l'article 2 de la loi 75-633.

## **2.4 TRAÇABILITE**

Tous les déchets font l'objet d'un bordereau de suivi (BSD) dont un exemplaire dûment émargé par les différents acteurs (producteur – transporteur – éliminateur), est consigné dans le registre.

L'entreprise du lot gros œuvre et chaque entreprise génératrice de déchet devra fournir tous les bordereaux de suivi permettant de suivre les quantités de déchets produites.

Rappels :

- Les produits dangereux font l'objet du bordereau CERFA 12571 et annexes lorsqu'il y a regroupement (CCAG travaux 2011) ;
- Les autres déchets font l'objet du bordereau établi conjointement par l'ADEME et la FFB.

Il devra être identifié les BSD et quantités de déchets propres :

- A la partie parking (privé et public) ;
- A la partie structure et lots adjacents (second œuvre, technique).

## **2.5 VALORISATION**

Tous les emballages devront être valorisés.

Pour chaque type de déchets hors terrassement, la filière d'enlèvement des déchets sera choisie en tenant compte du volet environnemental, technique et économique.

A la remise de son offre, un DPGF sur le coût de traitement des déchets devra être renseigné par l'entreprise.

Au minimum, 60 % des déchets devront être valorisés. Cette valorisation devra être justifiée par des bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Une valorisation d'au minimum 20% de matière par rapport à la masse totale devra être atteinte. Pour cela, pour le revêtement de sol de type sol souple, les isolants ou tout autre ouvrage du bâtiment, l'entreprise devra privilégier un produit pour lequel un programme de recyclage peut être mis en œuvre entre celle-ci et le fournisseur (programme ré-use par exemple).

## **2.6 REALISATION D'UN SOGED**

L'entreprise devra fournir un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) au début du chantier et en phase second œuvre, précisant :

- Les modalités de collecte et de tri de chaque typologie de déchet ;
- Le degré de détail de tri pratiqué parmi les typologies de déchets en fonction de la place disponible et des filières en aval ;

- Les estimations de quantités de déchets produites (Quantification prévisionnelle des déchets de chantier par catégorie (tonnage) et estimation des montants consacrés à leur traitement ;
- La liste des prestataires déchets pressentis, en retenant ceux qui proposent les solutions les plus satisfaisantes sur un plan environnemental et économique ;
- Les moyens et méthodologie retenus pour réaliser le tri au poste de travail et pour l'évacuation des déchets depuis le poste de travail vers les bennes de collecte du chantier, notamment pour les travaux dans les étages ;
- Le plan de gestion des déchets de chantier devra être suivi et respecté tout au long du chantier.

### **3 REDUCTION DES NUISANCES ET POLLUTIONS**

S'agissant d'un projet se situant en ville, en aucun cas les nuisances sonores du chantier ne doivent gêner les alentours.

De plus, comme le stipule la loi 75-633, modifiée par la loi 92-646, les entreprises sont tenues d'éliminer les risques d'atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

L'application des contraintes du site et cette règle entraîne les dispositions qui suivent.

#### **3.1 BRUIT**

La maîtrise des nuisances sonores est particulièrement inscrite dans les textes législatifs de la loi 92-1444, relative à la lutte contre le bruit et de l'arrêté du 18 mars 2002 visant les émissions sonores des matériels extérieurs aux bâtiments.

L'entreprise responsable de l'application de la présente charte devra établir un planning « bruit » mettant en évidence leur volonté de regrouper les tâches bruyantes, en dehors des heures de bureaux.

##### **3.1.1 MATERIEL ET EQUIPEMENT**

Le premier objectif de la législation sur la maîtrise du bruit sur le chantier vise à protéger la santé du personnel et se traduit par la réduction du niveau de bruit des engins.

La démarche d'amélioration de la qualité environnementale élargit cette disposition au voisinage du chantier, et notamment aux riverains.

Ils sont accompagnés des prescriptions suivantes :

- Utilisation de matériels conforme à la réglementation ;
- Utilisation de stabox permettant d'éviter la récupération des aciers au marteau piqueur ;
- Matériels électriques en remplacement des matériels pneumatiques,
- Utilisation de banches à serrage à clé,
- Interdiction des reprises,
- Utilisation de clé de serrage pour les étais,
- Réalisation des travaux bruyants aux heures appropriés,
- Utilisez des engins insonorisés ou des engins électriques
- Emploi de talkie-walkie,
- Limiter les découpes de matériaux sur le chantier,
- Prévoir des réservations suffisantes permettant d'éviter les percements ultérieurs
- Organisation des circulations sur le chantier pour limiter le klaxon de recul des véhicules.

Les fiches signalétiques des engins et matériels, notamment en matière de niveau sonore, devront être consignés dans le registre chantier.

Les entreprises auront alors à leur charge la mise en place d'un planning de bruit, en concertation avec les autres corps d'état. Elle devra aussi fournir le descriptif du matériel mis en œuvre, notamment avec les caractéristiques acoustiques. La finalisation de celle-ci sera à la charge du gros œuvre.

Pour cela, les dispositions prises pour limiter les nuisances organisationnelles seront les suivantes :

### 3.1.2 HORAIRE ET CIRCULATION

Néanmoins, un chantier reste perturbant pour le voisinage et les usagers des bâtiments avoisinants. Pour atténuer les nuisances sonores, il est convenu les dispositions suivantes :

- Horaires et jours du chantier : 08h00-12h00, 13h00-18h00 ;
- Plan de circulation : à fournir par les entreprises ;
- Organisation du stationnement à proximité pour les véhicules particuliers du personnel ;
- Limitation de la vitesse de circulation à l'intérieur du chantier : à 10 km/h et obligation de maintenir les moteurs à l'arrêt durant les périodes d'attente.

L'horaire du chantier et le plan de circulation sont communiqués aux entreprises et leurs fournisseurs.

## 3.2 PROTECTION DU SOL ET DES EAUX

### 3.2.1 Limitation des déchets dangereux :

Les produits de liaison classés « T », « T+ », « Xn » et « N » sont strictement interdits.

Les produits « Xi », « C » et « F » sont limités aux strictes nécessaires et remplacés par des solutions alternatives dans la mesure du possible.

**Evolution de la signalisation des produits dangereux :**



### 3.2.2 **Déchets dangereux**

Les risques de fuites et de déversements de produits dangereux à l'égout ou dans le sol représentent une menace pour les sols sur les sites de production.

Pour lutter contre les risques liés aux déchets dangereux, les mesures suivantes devront être prévues :

- Etiquetage des produits dangereux
- Obligation du fabricant à fournir la Fiche de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux, permettant de connaître les conditions de stockage, les précautions d'emploi, le mode d'élimination après utilisation, la conduite en cas de projection ou déversement accidentel des produits dangereux.
- Le stockage des produits dangereux se fera sur un bac de rétention



Les collaborateurs seront alors sensibilisés aux risques liés aux produits dangereux. Cette formation sera assurée par le Responsable Qualité Sécurité Environnement (RQSE).

Les bordereaux de suivi de déchets seront alors récupérés pour l'ensemble des déchets dangereux.

### 3.2.3 **Autres mesures**

Pour assurer la protection du sol et des eaux, il devra être retenu les prescriptions suivantes :

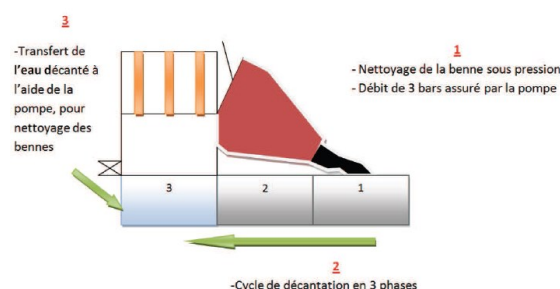
- L'aménagement d'aires étanches avec dispositif de récupération des effluents accidentels pour leur élimination comme déchets :
  - Aire de stationnement des véhicules des entreprises,
  - Aire pour la vidange des engins,
  - Aire pour le stockage des déchets,
  - Aire pour le stockage des matières premières dangereuses.
- La mise en place de bacs de rétention sous les stockages de déchets dangereux liquides, dont la contenance est au moins égale à celle desdits stockages. Les FDS de chaque produit dangereux sera fourni et archivé.
- La récupération des laitances des produits hydrauliques (exemple : fabrication du béton sur place ou lavage des goulottes pour le béton prêt à l'emploi). Après décantation, les boues sont collectées comme des déchets inertes ; les eaux sont raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement.
- Le lavage des roues des véhicules avant la sortie du chantier. Les eaux boueuses sont décantées ; la boue est ensuite éliminée dans la catégorie des déchets inertes et les eaux de lavage sont raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement. Dans la période précédant la mise en place de l'aire de lavage, il convient de prévoir le nettoyage quotidien des voiries.
- Les écoulements seront canalisés de manière à maintenir leur bonne évacuation et éviter les débordements en cas d'averse ;



- La récupération des eaux de ruissellement : après décantation, les boues sont éliminées avec les déchets inertes et les eaux raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement.
- L'utilisation d'huile de décoffrage biodégradable.

L'entretien hebdomadaire du chantier devra être assuré par l'entreprise responsable de la présente charte. Le nettoyage hebdomadaire de chaque zone devra être assuré, y compris lors de la phase second œuvre.

Pour le lavage des bennes à béton, des bacs de rétention et de décantation des eaux de lavage seront installés sur le chantier, selon le principe suivant :



L'eau qui a servi au lavage des bennes à béton passe successivement dans des bacs de décantation pour être épurée. Elle est ensuite réutilisée à l'aide d'une pompe pour les lavages suivants. La laitance des eaux se dépose au fond des bacs et forme une boue qui est évacuée en tant que déchet inerté.

### 3.2.4 Mesure en cas de pollution :

La mise en place d'une procédure de gestion des pollutions accidentelles dès la phase préparatoire du chantier devra être envisagée.

Le responsable environnement s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution (traitement des déversements accidentels) et d'une bâche étanche mobile. Les autres lots devront en être informés.

Cette procédure ainsi que la disposition sur chantier permettront de limiter tout risque de pollution.



## 3.3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Pour éviter les pollutions atmosphériques, les précautions suivantes sont exigées :

- Des filets ou couvercles sur les bennes pour éviter l'envol des produits légers et de la poussière ;
- L'interdiction de réaliser des réservations avec des produits légers pour la même raison de dispersion dans l'atmosphère lors de l'opération de retrait ;
- L'arrosage des sols lorsque le temps est sec, pour limiter la poussière dans l'atmosphère ;
- Utilisation d'outillage électroportatif (perforateurs) muni de systèmes d'aspiration ;
- En phase de démolition, les fenêtres seront maintenues fermées dans la mesure du possible pour éviter la propagation de la poussière
- La limitation de la vitesse des véhicules sur le chantier.

### **3.4 CLOTURE**

Le chantier doit être clos sur la totalité du site et les clôtures entretenues tout au long de l'opération.

Le type de clôture (ouverte ou non à la vue du public, ou encore un mixage des deux solutions) sera déterminé par le Maître d'Ouvrage en fonction de l'image qu'il souhaite véhiculer. Dans ce cas, l'entreprise devra faire le point avec la Maîtrise d'Ouvrage.

Les dispositions nécessaires au gardiennage du chantier, hors des heures de fonctionnement, sont également précisées.

### **3.5 PROTECTION DE LA NATURE**

L'objectif consiste à limiter les dégradations du milieu naturel, en particulier de la flore.

Ainsi, le débroussaillage du site est réduit au strict nécessaire et les arbres (qui doivent être conservés) sont protégés durant toute la période du chantier.

En fin de chantier, un nettoyage des arbres devra être envisagé.

Conformément au lot « espace vert », des plantes protégées seront déplacées sur le site et protégées. Durant toute la période du chantier, ces espèces devront être protégées.

## **4 MAITRISE DES CONSOMMATIONS**

### **4.1 ENERGIE**

La recherche de la réduction des consommations énergétiques du bâtiment ne vise pas le chantier. Pour autant, dès la phase de réalisation, les entreprises doivent prendre les dispositions pour réduire les gaspillages énergétiques sur le chantier.

Les cantonnements devant être pourvus d'installations climatiques équipées d'un programmeur d'intermittence. Les émetteurs de chauffage devront être coupés lors de l'ouverture des menuiseries.

Les luminaires devront être à détecteurs de présence. Une ronde de fin de journée devra être effectuée pour pallier les oublis d'arrêts des appareils. Une sensibilisation à la réduction des consommations d'énergie devra être prévue.

Il devra être établi un relevé hebdomadaire des consommations. Le relevé se fera de manière distincte : un relevé propre au chantier, un relevé propre à la base vie.

Le relevé de ces compteurs sera effectué hebdomadairement par le REC afin d'identifier un éventuel dysfonctionnement et analysé mensuellement en corrélation avec l'activité du chantier (effectif, tâche génératrice de fortes consommations, etc....).

### **4.2 EAU**

Comme pour l'énergie, le chantier est souvent le siège de gaspillage d'eau.

Une vanne générale devra être installée au voisinage du cantonnement ; la coupure devra être quotidienne sous la responsabilité du « Responsable Environnement ».

La base vie devra être équipée de systèmes hydro-économes (robinets presto, WC avec chasse d'eau double débit, douches équipées de limiteurs de débit...).

Les tuyaux devront être raccordés avec des raccords rapides évitant les fuites.

Au bout des tuyaux, il devra être mis en place des dispositifs permettant l'arrêt automatique du jet en cas de non utilisation, dispositif de type stop net.

Une vérification des raccords devra être effectuée autant que possible. **Aucune fuite d'eau ne sera tolérée sur le chantier.**

Il devra être établi un relevé hebdomadaire des consommations.

Le relevé se fera de manière distincte : un relevé propre au chantier, un relevé propre à la base vie.

Le relevé de ces compteurs sera effectué hebdomadairement par le REC afin d'identifier un éventuel dysfonctionnement et analysé mensuellement en corrélation avec l'activité du chantier (effectif, tâche génératrice de fortes consommations, etc....).